



LETTRE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE DE CITÉS UNIES FRANCE – n° : Février 2012

Éditorial

A l'initiative d'Yves Dauge, ancien sénateur d'Indre et Loire et adjoint au maire de Chinon, ville située à proximité de plusieurs centrales nucléaires, Cités Unies France a décidé d'organiser une mission d'étude à Fukushima, au Japon. Cette mission qui s'est déroulée du 16 au 19 janvier 2012 s'adressait aux élus des communes, départements et régions ayant des installations nucléaires sur leur territoire.

L'objectif était de manifester auprès du peuple japonais la solidarité des collectivités françaises. En même temps, il nous est apparu très utile de faire dialoguer des élus des deux pays. Le Japon, pays de même niveau technologique que la France, a été confronté à une succession de catastrophes : tremblement de terre, tsunami puis accident nucléaire. L'objet de la mission n'était évidemment pas d'accréditer l'idée que de telles situations pourraient se passer en France mais de voir les leçons que l'on pouvait en tirer.

Les questions des procédures d'alerte des évacuations de population, les rapports avec les autorités de l'Etat et avec l'industriel produisant l'électricité se posent dans les deux pays. Les élus français ont rapidement trouvé des sujets de discussions techniques précis avec leurs homologues japonais.

Au-delà, chacun a pu constater l'ampleur des dégâts du tsunami, et le courage et la détermination du peuple japonais pour en réparer les dégâts. L'accident nucléaire a mis chacun face à de difficiles interrogations concernant une décontamination quasi impossible en l'état des techniques. La question de l'opacité en matière d'information a pu être posée. Les élus français ont découvert que les maires japonais ont été très seuls face aux décisions à prendre. Evacuer en quelques heures des dizaines de milliers de personnes avec quelques cars n'est pas simple.

La rencontre avec Eisaku Sato, ancien gouverneur élu de Fukushima et persécuté pour s'être opposé à l'entreprise TEPCO, propriétaire de la centrale, a été édifiante pour toute la délégation et a montré que la démocratie est un combat permanent.

Cette mission a bénéficié du total soutien de l'ambassade de France au Japon et notamment du nouvel ambassadeur Christian Masset. Elle s'est faite en étroite collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR).

Nous pensons que cette diplomatie de collectivité à collectivité sur un sujet aussi grave relève parfaitement du rôle de Cités Unies France, et nous pourrions dans l'avenir rééditer de telles missions.

Bertrand Gallet

Directeur général